

POURQUOI LA FRANCE DOIT SE DOTER D'UN CENTRE UNIVERSITAIRE SUR L'ANTISÉMITISME

Stéphanie Courouble-Share

19/03/2025

Le 19 mars marque l'anniversaire de l'attentat islamiste de 2012 contre l'école juive Ozar Hatorah à Toulouse. Alors que les actes anti-juifs connaissent une nette augmentation depuis les massacres du 7 octobre 2023, l'historienne Stéphanie Courouble-Share s'inquiète de la persistance de la mauvaise compréhension et de la mauvaise prise en charge de cette problématique. Dans cette note, elle plaide pour que la France se dote enfin, comme ses voisins européens, d'un centre universitaire entièrement consacré à la recherche sur l'antisémitisme.

Les chiffres de l'antisémitisme en France sont alarmants. Nos concitoyens juifs, qui représentent moins de 1% de la population française, subissent 60% de l'ensemble des atteintes aux personnes à caractère raciste ou religieux. Les élèves juifs, qui comptent pour moins de 0,5% de l'ensemble des enfants scolarisés dans le primaire et le secondaire public, sont visés par près de la moitié de tous les actes racistes recensés à l'école¹.

Si l'antisémitisme remonte en France depuis le début des années 2000, le 7-October a marqué un tournant. Avant le 7-October, on oscillait entre 300 et 900 actes par an. Après cette date, les actes antisémites recensés en 2023 et en 2024 ont dépassé **à chaque fois les 1500**.

Il ne s'agit pas seulement d'insultes ou de menaces : l'antisémitisme tue et viole. De l'enlèvement et du meurtre d'Ilan Halimi en 2006 à l'attaque de l'école Ozar Hatorah en 2012, en passant par l'attentat de l'Hyper Cacher en 2015 et aux assassinats de Sarah Halimi et Mireille Knoll, la liste des crimes antisémites en France ne cesse de s'allonger. En juin 2024, une jeune fille de 12 ans a été violée parce que juive².

Les écoles et universités sont devenues des lieux où l'antisémitisme prospère, comme l'ont rappelé les Assises contre l'antisémitisme organisées par Aurore Bergé à Paris en **février 2025**. Une récente enquête de l'Ifop, de la Fondation Jean-Jaurès et du Crif sur l'antisémitisme à l'école confirme cette inquiétante résurgence chez les jeunes, en faisant un problème urgent pour

l'avenir³.

Cette montée de l'antisémitisme a également une traduction politique. Après le 7 octobre 2023, une partie de la gauche a choisi d'en faire une stratégie électorale, tandis que l'extrême droite continue de masquer son propre passé antisémite derrière un philosémitisme opportuniste. Même parmi ceux qui prétendent le combattre, nombreux sont les élus qui le font mal, par ignorance, compromission ou calcul. Il y a urgence à se réarmer intellectuellement pour apprendre à reconnaître l'antisémitisme sous toutes ses formes, qu'il vienne de la gauche, de la droite ou de ceux qui l'instrumentalisent à des fins politiques.

Les faits récents en témoignent : en mars 2025, l'association féminine Nous Vivrons a été empêchée de manifester lors de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars, en raison de son identité juive⁴. Cette exclusion illustre une réalité persistante : l'antisémitisme en France n'est pas seulement un fléau du passé, il est aujourd'hui une menace contemporaine, protéiforme et en pleine expansion.

Urgence à se doter de structures capables de produire du savoir sur la question

Face à cette menace grandissante, il est urgent de se doter de structures capables de produire du savoir et de renforcer la compréhension de l'antisémitisme dans toutes ses dimensions. Une approche académique et interdisciplinaire est essentielle pour analyser ses mécanismes, ses mutations contemporaines et les moyens de le combattre efficacement. Contrairement à d'autres pays, la France ne dispose toujours pas d'un centre universitaire interdisciplinaire dédié à l'étude de l'antisémitisme. Pourtant, certaines initiatives existent et tentent de combler ce vide :

- le collectif **Alarmer**, fondé par l'historienne Marie-Anne Matard-Bonucci, qui mobilise des chercheurs et universitaires pour alerter sur la montée de l'antisémitisme ;
- le Réseau de recherche sur le racisme et l'antisémitisme (**RRA**) de Céline Masson, qui fédère des spécialistes travaillant sur ces questions.

Un récent colloque intitulé « **L'antisémitisme au prisme des SHS** », organisé en janvier 2025 et diffusé sur YouTube, témoigne également de la constitution progressive d'un réseau de chercheurs. Mais cette dynamique s'accompagne d'une réalité inquiétante : certains universitaires doivent travailler dans l'ombre. Une sociologue ayant témoigné lors de cet événement a révélé qu'elle avait dû mener ses recherches en secret, par crainte de représailles de sa direction universitaire.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le retard académique de la France

Cette situation fait écho à un article publié en 2011 dans le *Jerusalem Post*⁵, qui soulignait déjà que la France avait dix ans de retard sur l'étude de l'antisémitisme. Force est de constater que, quatorze ans plus tard, ce retard persiste.

Alors que des centres universitaires spécialisés existent dans plusieurs pays, la France ne s'est toujours pas dotée d'une structure académique dédiée à l'étude de l'antisémitisme.

Aux États-Unis, l'[Institute for the Study of Contemporary Antisemitism \(ISCA\)](#) de l'université de l'Indiana est un centre de recherche de référence, organisant colloques, publications et formations sur ce phénomène. L'université de New York (NYU) a récemment annoncé la création du [Center for the Study of Antisemitism](#), qui ouvrira à l'automne 2025 et sera consacré à l'analyse des diverses manifestations de l'antisémitisme et aux moyens de lutter contre cette discrimination. De son côté, l'American University de Washington D.C. abrite le [Center for Israel Studies](#), un centre pionnier fondé en 1998, qui propose des programmes académiques et des événements publics intégrant l'étude de l'antisémitisme dans ses travaux.

En Allemagne, plusieurs institutions universitaires se consacrent à l'étude de l'antisémitisme, combinant recherche académique, formation et analyse des dynamiques contemporaines. L'[Université technique de Berlin](#) propose un master interdisciplinaire sur l'antisémitisme, permettant aux étudiants d'approfondir ce sujet sous plusieurs angles académiques. Ce programme est complété par les travaux du Centre de recherche sur l'antisémitisme, fondé en 1982 et dirigé pendant près de trois décennies par l'historien Wolfgang Benz. Ce centre étudie l'antisémitisme, le racisme et l'exclusion des minorités en Allemagne et en Europe dans une perspective historique comparative.

En Israël, plusieurs instituts universitaires de renom se consacrent à l'étude de l'antisémitisme. Le [Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism \(SICSA\)](#), fondé en 1983 à

l'Université hébraïque de Jérusalem, est l'un des principaux centres de recherche sur ce sujet, adoptant une approche interdisciplinaire pour analyser les différentes manifestations historiques et contemporaines de l'antisémitisme. L'[institut Stephen Roth for the Study of Contemporary Antisemitism and Racism](#) à l'université de Tel Aviv se concentre quant à lui sur l'antisémitisme et le racisme dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale, en mettant l'accent sur leur instrumentalisation politique et sociale. Plus récemment, l'université de Haïfa a créé le [Comper Center for the Study of Antisemitism and Racism](#), qui ambitionne de devenir un pôle majeur de recherche et d'enseignement sur ces thématiques.

Le Royaume-Uni dispose également d'institutions majeures, comme le [London Centre for the Study of Contemporary Antisemitism](#) (LCSCA), qui œuvre à une meilleure compréhension du phénomène et cartographie ses mutations. En mars-avril 2025, ce centre et le Comper Center organiseront une grande conférence internationale sur l'antisémitisme à Londres, réunissant plus de 280 chercheurs spécialisés, dont quelques Français. En mars 2026, cette conférence se tiendra à l'université de Haïfa en Israël.

Pendant ce temps, en France, les chercheurs spécialisés existent, mais travaillent souvent de manière isolée, sans cadre institutionnel favorisant la publication et l'enseignement sur cette question pourtant cruciale. Contrairement aux États-Unis, à l'Allemagne, au Royaume-Uni ou à Israël, aucun centre interuniversitaire pluridisciplinaire n'a été mis en place pour fédérer ces travaux.

Il est impératif de créer une structure universitaire dédiée qui permettrait à ces chercheurs de publier, d'enseigner et d'analyser l'antisémitisme sous toutes ses formes, en dépassant les clivages politiques qui freinent encore aujourd'hui une approche académique rigoureuse.

Une urgence académique et sociétale

Face à la montée de l'antisémitisme, la France ne peut plus se permettre d'être en retard. Si les grandes conférences internationales sur l'antisémitisme se tiennent à Londres et Haïfa, où est l'engagement des institutions académiques françaises ? Il est temps que la France prenne conscience de cette lacune et crée un centre universitaire dédié à l'étude et à la lutte contre l'antisémitisme, à l'image de ce qui existe déjà dans d'autres pays. Ce n'est pas seulement une nécessité académique, mais une urgence pour la société tout entière.

1. Valérie Boussard, Déborah Elalouf, François Kraus et Iannis Roder, « [L'école de la République à l'épreuve de la montée de l'antisémitisme](#) », Fondation Jean-Jaurès, Crif et Ifop, 5 mars 2025.

2. Antoine Albertini et Louise Couvelaire, « **Viol et injures antisémites : le récit consigné par les enquêteurs du calvaire d'une fille de 12 ans** », *Le Monde*, 19 juin 2024.
3. Valérie Boussard, Déborah Elalouf, François Kraus et Iannis Roder, *op. cit.*, 2025.
4. Nous Vivrons, « **À vous toutes et tous, complices d'antisémitisme** », *Le Point*, 10 mars 2025.
5. Stéphanie Share, « **Quand l'étude de l'antisémitisme est exclue de l'université** », *Jerusalem Post*, 5 juillet 2011.